

PAIX, JUSTICE et CRÉATION : deux anniversaires inspirants

Par Jacques Briard

Deux anniversaires survenant en mai 2019 sont l'occasion de voir ce qu'on peut encore retirer de deux événements historiques de la fin du siècle passé : le 25^e anniversaire de l'installation de Nelson Mandela comme président de l'Afrique du Sud et le 30^e anniversaire du premier Rassemblement œcuménique européen de Bâle.

C'est un pacte entre l'œcuménisme, le pape François et les mouvements sociaux pour vaincre l'idolâtrie du Capital qu'a prôné Ulrich Duchrow, professeur de théologie à l'Université de Heidelberg et cofondateur de Kairos Europa. Reprise en février 2019 dans le Courrier n°51 de Kairos-Europe (Wallonie-Bruxelles), cette contribution confirme le rôle joué depuis les années '80 pour la promotion de la Justice, de la Paix et de la sauvegarde la Création par **le Conseil œcuménique des Églises ou COE**, soit bien avant l'encyclique « Laudato Si ! » publiée en 2015 par le pape François.

Pour rappel, le COE a été créé en 1948. Il a pour membres 350 Églises protestantes, orthodoxes, anglicanes et autres représentant plus de 550 millions de chrétiens de 120 pays. Il coopère avec l'Église catholique, qui n'en est qu'un partenaire. Cependant, le pape François s'est bien rendu en 2018 au siège du COE à Genève pour saluer les actions que celui-ci a menées et développe pour promouvoir l'unité des chrétiens et le dialogue interreligieux, ainsi que la Paix la Justice et la sauvegarde de la Création.

Ces démarches du COE, Duchrow les rappelle, alors qu'il en fut un des inspirateurs. Il signale aussi **la campagne « pour une union monétaire juste »** lancée en 1996 par Kairos Europa, Pax Christi et cent membres du Parlement européen. Du pape François, il relève la Lettre apostolique « La Joie de l'Évangile » ainsi que ses liens avec les mouvements sociaux.

Par contre, n'est pas rappelé un événement qui dépassait le COE, à savoir le premier **Rassemblement Œcuménique Européen qui s'est tenu à Bâle** du 15 au 21 mai 1989 (ROE 1). Or, cet événement historique a bien été à la fois lié et extérieur - pour faire court - au processus mondial « Paix, Justice et sauvegarde de la Création » du COE qui s'est clôturé en 1990, en Corée du Sud.

Le ROE 1 avait été préparé et convoqué sous le nom « Paix et Justice » par la Conférence des Églises Européennes ou KEK, branche continentale du COE, et par le Conseil des conférences épiscopales européennes (CCEE) que présidait alors le cardinal Martini.

Les menaces contre la Paix, la Justice et l'Environnement

Sans parler de la différence des statuts du CCEE et de la KEK par rapport au Vatican et au COE, il faut relever que le fait de ne pas reprendre la sauvegarde de la Création dans l'intitulé officiel du ROE 1 a été le signe de divergences de vues entre l'Église catholique et d'autres Églises chrétiennes, plus spécialement sur le plan de la morale sexuelle. Toutefois, la sauvegarde de la Création a bien été présente dans les travaux et échanges vécus fraternellement à Bâle. Le prouve le titre **« Rassemblement œcuménique européen de Bâle - Paix et Justice pour la création entière »** de l'ouvrage de plus de cinq cents pages contenant l'intégralité des textes et documents officiels édités par les KEK et CCEE.¹

Inviter à Bâle en mai 1989 plus de trois mille délégués des Églises chrétiennes de tout l'ancien continent pour traiter de la Paix et de la Justice, était assurément un sérieux défi ! Car c'était toujours la « Guerre froide » ! Toutefois, tant en Europe de l'Ouest qu'en Europe de l'Est, des foules entières avaient manifesté contre l'installation des missiles américains en Europe, au risque d'être considérées comme naïves en Occident. Et à l'Est, il y avait, bien sûr, l'expression de l'opposition vis-à-vis de l'Otan,

¹ Il est paru en français dès 1989 aux Éditions du Cerf au moment où il fallait « guérir les divisions de l'Europe » et « relever les défis que constituent les menaces sur la paix, la justice et l'environnement »

mais pas que cela! En effet, nous pouvons témoigner qu'aux Occidentaux qui avaient choisi de loger avec eux dans des abris anti-atomiques, bien des délégués de l'Europe de l'Est, spécialement des jeunes, ont expliqué que les manifestations menées dans leurs pays dépassaient l'opposition au placement de missiles états-uniens et étaient une occasion de protester contre les politiques et pratiques des régimes communistes. De telles affirmations furent confirmées quand le Mur de Berlin tomba le 9 novembre 1989 avec toutes les suites et conséquences multiples et combien différentes que l'on sait, pour l'Europe et pour le monde.

De l'Europe à l'Afrique

Alors qu'il était un événement européen, le Rassemblement œcuménique de Bâle a donc été vécu dans un contexte plus large.

Parmi les enjeux qui retinrent l'attention des délégués, il y eut **le combat contre le régime de l'apartheid en Afrique du Sud**. Les Églises membres de la KEK et leurs organisations de développement y avaient été particulièrement sensibilisées par le Programme contre le racisme développé par le COE et en partenariat avec le Conseil sud-africain des Églises (SACC). A ce Conseil avait adhéré - fait assez exceptionnel et pas nécessairement bien vu au Vatican ! - la Conférence des Évêques d'Afrique australe (SACBC), à l'instigation de **Mgr Denis Hurley**, archevêque de Durban, grand admirateur de Cardijn et de la JOC, mais aussi grande figure du concile Vatican II et de la création de Commissions Justice et Paix ainsi que fondateur à Durban de l'ONG Diakonia - Conseil des Églises durant la lutte contre l'apartheid. En outre, un événement important avait été **la publication en septembre 1985 du fameux document Kairos**, ce terme ayant été repris à la Bible et se référant à un « moment de vérité », à l'avènement d'un temps de changement et de bouleversement, autant pour l'apartheid que pour l'engagement des Églises sud-africaines. Il fut signé par 151 pasteurs, prêtres et laïcs sud-africains de toutes les races et de 23 dénominations, dont le père dominicain **Albert Nolan**, qui, après avoir été aumônier de la Jeunesse Étudiante Chrétienne et auteur du fameux « Jésus avant le christianisme », a travaillé à l'Institut pour la Théologie Contextuelle (ICT) et créé le magazine œcuménique « Challenge », aujourd'hui disparu. Comme autre signataire, il y avait le pasteur **Beyers Naudé**, exclu de l'Église Réformée Hollandaise qui soutint le régime de l'apartheid avant de reconnaître qu'elle s'était trompée. Par contre, Mgr Hurley ne le signa pas, vu qu'il présidait la SACBC, mais il nous en souligna l'importance, comme il le fit aussi auprès des membres de ladite Conférence dès la session de janvier 1986, en disant qu'il fallait se rapprocher du mouvement de libération.

Il ne fut dès lors pas étonnant de voir le ROE 1 soutenir les mesures de boycotts du régime de l'apartheid qui avaient été prônées à Bruxelles auprès des responsables européens par les représentants des SACC, SABC, ONG et syndicats d'Afrique du Sud. Cet appui fut acquis à la suite des interventions de délégués de diverses Églises engagés dans le combat contre l'apartheid, notamment, du côté catholique, à travers l'Institut Catholique pour les Relations Internationales ou **CIIR** de Londres, aujourd'hui malheureusement disparu, et les agences catholiques pour le développement formant, avec un secrétariat à Bruxelles, **la CIDSE** (Coordination Internationale pour le Développement et la Solidarité) ou initialement Coordination pour le Développement socio-économique, à l'époque où le sous-développement était souvent considéré comme une simple question de retard pour les pays de l'hémisphère Sud.²

A Bâle, ce soutien aux partenaires sud-africains chrétiens et autres avait suscité des critiques minoritaires vis-à-vis des embargos à mener contre l'Afrique du Sud. Suivant celles-ci, il s'agissait de « **ne pas faire souffrir les travailleurs des mines de charbon** ». Également avancée en Belgique par le ministre Mark Eyskens, en tant qu'économiste, cette position a été spécialement soutenue à Bâle par des délégués allemands ou plus exactement encore par des Bavarois ayant appuyé le chef zoulou Buthelezi. Celui-ci collabora avec le régime de l'apartheid et tenta de se faire reconnaître

² En sont notamment membres Misereor (Allemagne), le Comité contre la Faim et pour le Développement CCFD-Terre solidaire (France), Entraide et Fraternité et Broederlijk Delen (Belgique).

par le Parti Populaire Européen, en présentant Nelson Mandela si pas comme un communiste au moins comme un allié des communistes. Et cela via la CSU, qui a plus récemment donné du fil à retordre à Angela Merkel concernant sa politique migratoire.

Mais, alors qu'elle n'eut heureusement déjà très peu de poids au ROE 1, cette opposition à la lutte contre l'apartheid en perdit encore plus et très rapidement à la suite de **l'accélération de l'Histoire survenue fin 1989 et début 1990. En effet, après la chute du Mur de Berlin le 9 novembre, en 1990 accéda à l'indépendance la Namibie**, cette ex-colonie allemande d'avant 1918 que la République d'Afrique du Sud avait continué à occuper après la guerre 1940-1945, en ne respectant pas les décisions prises par l'Organisation des nations unies et qui avaient été souhaitées notamment lors de deux conférences internationales organisées à Bruxelles avec le concours de membres des divers piliers de la société belge, lobby pro-apartheid excepté, bien sûr !

Le dimanche 12 février 1990, des millions de gens purent voir à la télévision la libération de **Nelson Mandela**, après vingt-sept ans d'emprisonnement. Ensuite, après quatre ans d'âpres négociations entre seuls Sud-Africains, les premières élections démocratiques organisées le 27 avril 1994 en Afrique du Sud se déroulèrent pacifiquement, contrairement à ce qui avait été souvent redouté. Elles furent largement remportées par le mouvement non racial et non sexiste de Nelson Mandela, **le Congrès National Africain (ANC)**, se basant sur la Charte de la Liberté de 1955 et sur le « Programme de Réconciliation et de Développement » (RDP), dans lequel Mgr Hurley nous a dit alors avoir retrouvé des orientations proches du message de l'Évangile.

«Poursuivre le travail sans fin pour la Justice »

Alors qu'il y a encore bien d'autres choses à relever au sujet du renversement de l'apartheid et du ROE 1 vécus en mai 1989, les anniversaires de ces deux événements historiques sont une occasion pour en retirer certains enseignements.

Du ROE 1, qui avait été bien préparé, notamment par les délégués des différentes Églises de Belgique, il faut reconnaître qu'il n'aura pas porté autant de fruits que ses organisateurs et participants en avaient espérés. En ce et y compris aux ROE 2 et ROE 3, tenus en Autriche et en Roumanie. Alors que Gorbatchev avait parlé de notre « Maison commune » et que l'idée directrice répétée à Bâle et tirée des Psaumes, était que « la paix et la justice s'embrassent », **la « Guerre froide » a pris fin peu après le ROE 1**. Mais depuis, n'ont fait que se succéder bien des conflits au moins régionaux, ainsi que des situations tendues. À quoi s'est ajouté le développement du terrorisme, avec des références aux religions !

Pour ce qui est de **la Justice**, bien des choses ont été avancées voire même décidées notamment par rapport aux **Objectifs de Développement du Millénaire définis à l'Onu**, par exemple vis-à-vis de la pauvreté et de la réduction des inégalités. Mais c'est une inacceptable réalité que l'on retrouve sous l'expression « les riches toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres » tant entre les individus qu'entre les peuples. La langue universelle de l'argent déréalise le monde. Cela a été constaté tout particulièrement après la crise mondiale du système financier de 2007- 2008. Il nous plaît de rappeler ici ces mots écrits par Charles Péguy peu avant sa mort sur le front le 5 septembre 1914 : **« Pour la première fois dans l'histoire du monde, l'argent est seul en face de l'esprit. Pour la première fois dans l'histoire du monde, l'argent est seul devant Dieu....»**.

Face à cette évolution, il faut se réjouir que soient de plus en plus réclamées, spécialement au sein des sociétés civiles et des simples citoyens, adultes et jeunes, la Justice économique, la Justice fiscale, la Justice sociale, la Justice migratoire et la Justice environnementale.

En ce qui concerne plus précisément **la sauvegarde de la Terre**, les analyses et les invitations à agir n'ont cessé de se multiplier avec les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ou **GIEC**, les Sommets tenus successivement depuis celui de **Rio** de Janeiro en 1992 et les interventions des responsables d'Églises. Ainsi, c'est bien au-delà de l'Église catholique,

qu'a été très bien accueillie l'encyclique « Laudato Si ! » du pape François. En effet, nombreux ont été ceux et celles qui ont relevé que ce pape venu d'Argentine s'était inspiré de la figure de saint François d'Assise tant pour son nom que pour le titre de cette encyclique. Il a aussi été noté que le pape François s'était référé à la fois au patriarche Bartholomée et surtout, aux nombreuses contributions d'évêques des pays du Sud, dont la lettre des Évêques des Philippines « Qu'arrive-t-il à notre beau pays ? » datant déjà de janvier 1988, c'est-à-dire d'avant le ROE 1 ! Comme Entraide et Fraternité l'a rappelé durant sa campagne 2019.

A cela s'ajoute la convocation pour octobre 2019 d'un Synode des Évêques au sujet de **l'avenir du bassin de l'Amazonie** que le pape François considère fort justement comme un des deux poumons de notre planète, avec celui du Congo. Mais à ce Synode, les participants devront faire face au président brésilien Bolsonaro qui ne se comporte pas comme un défenseur de la Terre et de ses habitants les plus vulnérables. Ils devront aussi préciser ce que cela signifie « être Église » !

Pour ce qui est de l'Afrique du Sud, il convient de rappeler que durant son seul et unique mandat de président, fait pour le moins rare en Afrique, voire ailleurs ! -, Nelson Mandela a donné la priorité à **la réconciliation** entre tous les membres de la Nation arc-en-ciel. Ce fut le cas avec la composition de son gouvernement (comprenant l'ex-président De Klerk et le chef zoulou Buthelezi) et les multiples audiences menées dans tout le pays par **la Commission Vérité et Réconciliation présidée par Mgr l'archevêque anglican Desmond Tutu**, ancien secrétaire général du Conseil sud-africain des Églises et prix Nobel de la Paix 1984.

Ayant dû divorcer de sa deuxième épouse Winnie, qui s'était comportée en « Mère de la Nation » usant de moyens violents durant l'emprisonnement de son mari, Nelson Mandela laissa fort le champ libre à son vice-président **Thabo Mbeki**, concernant les questions économiques et dans un contexte postérieur à la « Guerre froide », avec la montée que l'on sait du néolibéralisme à travers le monde. De là donc, à côté de certains progrès réels pour la population, les retraits par rapport à ce que contenait le programme RDP pour les élections de 1994. De plus, Mbeki se montra quasi négationniste vis-à-vis de l'épidémie du sida qui frappa lourdement toute l'Afrique australe. Il eut pour successeur le très populiste **Jacob Nzuma** parvenu à la tête de l'État parce qu'issu de l'importante ethnie des Zoulous comptant peu d'adhérents à l'ANC. Avec lui, outre une politique s'éloignant des fondamentaux de l'ANC, se multiplièrent scandales et corruptions, si bien qu'il dût démissionner en février 2018 et être remplacé jusqu'aux élections du 8 mai 2019 par **Cyril Ramaphosa**, un ancien syndicaliste apprécié par Mandela, devenu un riche homme d'affaires et revenu à la politique en 2014 comme vice-président et président de l'ANC en 2017. Cependant, devant tout le mal que Zuma et ses proches ont fait, l'ANC a déjà perdu du poids, notamment lors d'élections locales. Et, tout comme en Europe, l'Afrique du Sud connaît le développement du populisme depuis la création en 2013 du Parti des Combattants pour la liberté économique (EFF) par Julius Malema, après son exclusion de l'ANC.

Aussi, à l'occasion de ces deux anniversaires historiques, nous revenons à l'esprit les mots que nous avait adressés en 1996 le président Nelson Mandela à l'issue d'une soirée dans un temple protestant de Soweto, cette cité proche de Johannesburg, où débuta en 1976 la révolte des jeunes noirs contre l'apartheid: « Merci , nous a-t-il dit alors, d'avoir été nombreux à nos côtés durant la lutte. Merci de l'être encore. Car il reste à effacer bien des plaies du colonialisme et de l'apartheid. Mais surtout, merci de continuer le travail sans fin pour la Justice sociale à travers le monde ».

Jacques BRIARD

L'auteur a été de 1986 à 2005, chargé des relations avec les partenaires anglophones d'Afrique pour l'ONG « Entraide et Fraternité ». Il a été un des présidents successifs du groupe de travail Afrique australe formé par une dizaine d'organisations catholiques membres de la CIDSE durant les dernières années de l'apartheid et celles du début de la démocratie en Afrique du Sud. En 1989, il a été un des délégués catholiques belges officiels au Rassemblement œcuménique de Bâle. Cfr aussi « Mandela, militant, leader et compagnon » dans « Petit manuel pour héroïnes et héros en devenir - Livre pédagogique sur l'engagement et la résilience », Presses universitaires de Namur, 2017.